

Unité départementale de la Somme
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille Cedex

Amiens, le 17/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

IDEX ENVIRONNEMENT PICARDIE

15 rue de la croix de pierre
Zone industrielle Nord
80000 Amiens

Références : 2025-E20190
Code AIOT : 0005101897

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/09/2025 dans l'établissement IDEX ENVIRONNEMENT PICARDIE implanté 15 Rue de la croix de pierre - Zone industrielle Nord usine de méthanisation 80000 Amiens. L'inspection a été annoncée le 15/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le développement du tri à la source des biodéchets a nécessité la création en 2023 d'une nouvelle rubrique de la nomenclature des installations classées, référencée 2783, afin de réglementer l'activité de déconditionnement de biodéchets. Cette inspection s'inscrit dans une démarche nationale visant à contrôler le respect des prescriptions de l'arrêté ministériel du 02/03/23 *relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de déconditionnement de biodéchets ayant fait l'objet d'un tri à la source en vue de leur valorisation organique relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2783 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.*

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IDEX ENVIRONNEMENT PICARDIE
- 15 Rue de la croix de pierre - Zone industrielle Nord usine de méthanisation 80000 Amiens
- Code AIOT : 0005101897
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société IDEX ENVIRONNEMENT PICARDIE exploite les installations ci-dessous :

- une installation de méthanisation de déchets non dangereux ou de matières végétales brutes... (capacité de 95 000 t/an soit 258 t/jour),
- une installation de traitement de déchets non dangereux (déconditionnement de biodéchets 77 t/j et production de combustibles solides de récupération 100 t/j),
- une installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes,
- une installation de broyage de déchets végétaux non dangereux,
- une installation de combustion d'une puissance thermique nominale de 15,25 MW.

Les installations sont notamment encadrées réglementairement par les actes administratifs suivants :

- arrêté ministériel du 10 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
- arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;
- arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage de déchets végétaux non dangereux relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2794 de la nomenclature des ICPE ;
- arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des ICPE ;
- arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2910 de la nomenclature des ICPE ;
- arrêté préfectoral du 20 février 2017 complété par l'arrêté préfectoral du 31 août 2021 ;
- arrêtés préfectoraux des 1er octobre 1996, 26 février 2009, 18 février 2011 et 28 juillet 2023.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Déconditionnement AMPG

- AR - 8
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Traçabilité	Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article Article 17	Demande d'action corrective	1 mois
2	Déchets admissibles	Arrêté Préfectoral du 31/08/2021, article 1.2.3	Demande d'action corrective	1 mois
4	Étanchéité des cuves de matières liquides	Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article Article 13, II. Alinéas 2 et 3	Demande d'action corrective	1 mois
5	Confinement des eaux et écoulements en cas de sinistre	Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article Article 13, V.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Teneurs maximales en inertes et impuretés	Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article Article 26	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Bilan environnemental annuel (GEREP)	Arrêté Préfectoral du 31/08/2021, article 10.4.1	Sans objet
6	Traitement par lot et inspections visuelles	Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article Article 15	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection s'est principalement attachée à vérifier le respect des prescriptions relatives à la gestion des intrants, à l'entreposage des matières liquides ou semi-liquides susceptibles de générer des pollutions, et à la conformité de la pulpe organique obtenue en sortie de processus de déconditionnement.

Il en ressort le constat par l'Inspection de plusieurs non-conformités. Celles-ci concernent notamment :

- la traçabilité des déchets entrants,
- l'admission de déchets de type FRASS n'ayant pas fait l'objet d'une demande spécifique à

L'Inspection des installations classées,

- les opérations de contrôles d'étanchéité des cuves d'entreposage des matières liquides,
- la justification du dimensionnement des rétentions,
- la vérification de la conformité de la pulpe organique aux teneurs maximales en inertes définies par la réglementation.

Ces constats ont donné lieu, selon les cas, à des demandes d'actions correctives ou à des demandes de justificatifs.

L'inspection a également permis de constater que les biodéchets non emballés ne sont pas traités par lots, ce point a toutefois fait l'objet d'une demande de dérogation par l'exploitant, en cours d'instruction.

Du fait du contexte d'encadrement récent des activités de déconditionnement de biodéchets et de la portée pédagogique de cette visite d'inspection sur les nouvelles prescriptions réglementaires, il n'est pas proposé de mise en demeure pour le moment.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traçabilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article Article 17
Thème(s) : Actions nationales 2025, Traçabilité
Prescription contrôlée : Les matières et déchets reçus font l'objet d'une pesée préalable hors site ou lors de l'admission. L'exploitant tient le registre prévu par le I de l'article R. 541-43 du code de l'environnement. Il y ajoute l'identité des transporteurs des déchets. En outre, la durée de conservation des données de trois ans prévue par le premier alinéa de ce I est portée à dix ans pour les déchets sortants orientés dans une filière impliquant un retour au sol. Les livraisons refusées sont également signalées dans ce registre, avec mention des motifs de refus et de la destination des déchets refusés indiquée par le producteur ou la collectivité chargée de la collecte de ces déchets. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités de contrôle visées à l'article L. 255-17 du code rural et de la pêche maritime.
Constats : Les biodéchets reçus font l'objet d'une pesée sur le pont-bascule. Un logiciel permet de reporter automatiquement le résultat de ces pesées dans un registre d'admission. L'exploitant présente son registre des déchets entrants sur la file de traitement des biodéchets depuis le 1 ^{er} janvier 2025 et l'a transmis par courriel suite à la visite. Celui-ci mentionne notamment la dénomination du déchet, le code déchet européen, la quantité, la raison sociale du producteur initial, la raison sociale du transporteur et le code de traitement. Non-conformité : Ce registre est toutefois incomplet au regard des dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.

Les informations suivantes sont notamment requises au titre de l'article 1^{er} de cet arrêté :

- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement,
- le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets,
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets,
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets,
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant,
- le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement.

L'exploitant tient à jour un registre des réceptions refusées ou ayant fait l'objet d'une non-conformité (présence de déchets indésirables).

Non-conformité : Certaines réceptions sont redirigées vers la filière de traitement des OMR de l'installation, cependant le registre n'indique pas systématiquement la destination des déchets refusés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective : L'exploitant complètera son registre des déchets entrants afin d'y intégrer l'ensemble des informations requises réglementairement. Il s'assurera par ailleurs de préciser systématiquement dans son registre la destination des déchets refusés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Déchets admissibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/08/2021, article 1.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité

Prescription contrôlée :

Seuls les résidus urbains ou déchets de commerce et d'industrie assimilables sont autorisés. Toutes dispositions seront prises par l'exploitant pour vérifier que les apports de déchets d'origine artisanale, commerciale ou industrielle, hors collecte ne sont constitués que de matériaux assimilables aux résidus urbains. Les déchets admissibles sont les suivants : 02 01 02 Déchets de tissus animaux. 02 01 03 Déchets de tissus végétaux. 02 02 03 Matières impropres à la consommation ou à la transformation. 02 03 04 Matières impropres à la consommation ou à la transformation. 02 05 01 Matières impropres à la consommation ou à la transformation. 02 06 01 Matières impropres à la consommation ou à la transformation. 02 07 04 Matières impropres à la

consommation ou à la transformation. 15 01 01 Emballages en papier/carton. 15 01 06 Emballages en mélange. 19 05 01 Fraction non compostée des déchets municipaux et assimilés. 19 05 02 Fraction non compostée des déchets animaux et végétaux. 19 06 03 Liqueurs provenant du traitement anaérobie des déchets municipaux. 19 06 04 Digestats provenant du traitement anaérobie des déchets municipaux. 19 08 09 Mélanges de graisse et d'huile provenant de la séparation huile/eaux usées ne contenant que des huiles et graisses alimentaires. 19 12 01 Papier et carton. 20 01 01 Papier et carton. 20 01 08 Déchets de cuisine et de cantine biodégradables. 20 01 25 Huiles et matières grasses alimentaires. 20 01 99 Autres fractions non spécifiées ailleurs. 20 02 01 Déchets biodégradables. 20 03 01 Déchets municipaux en mélange 20 03 02 Déchets de marchés. Sont en particulier interdits sur le site, les catégories de déchets suivants : - sous-produits animaux de catégorie 2 au sens du règlement (CE) n°1774-2002, - Boues d' épuración urbaines, - déchets dangereux au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement susvisé ; sous-produits animaux de catégorie 1 tels que définis à l'article 4 du règlement (CE) n° 1774/2002 ; déchets contenant un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection, - infectieux des hôpitaux, - incendiaires ou explosifs, - contenant des substances toxiques phytosanitaires et pharmaceutiques, - contenant des métaux lourds en concentration supérieure à celle généralement admise comme présente dans les ordures ménagères, - huiles de vidange, - matières radioactives, - produits et déchets de l'industrie chimique, - déchets industriels spéciaux, - des cabines de peintures et des ateliers de traitement de surface, - et en règle générale tous les produits susceptibles d'avoir une incidence sensible (molécules lourdes, soufre, chlore, azote...). La liste nominative des déchets éventuellement admis hors collecte urbaine et leur provenance est tenue en permanence à la disposition de l'Inspection des installations Classées. [...]

Constats :

Non-conformité : L'analyse du registre des déchets entrants fait également apparaître l'absence de codes déchets pour une vingtaine de réceptions.

Cette information doit apparaître au titre de la réglementation relative aux registres internes, mentionnée au PC n°1, mais également afin de s'assurer de la compatibilité des déchets reçus avec les déchets admissibles au titre de l'arrêté préfectoral du 31 août 2021.

Le registre des déchets entrants fait apparaître l'acceptation de FRASS provenant d'usines de fabrication d'ingrédients à base d'insectes :

- FRASS issus de l'usine d'YNSECT : les 22 janvier, 19 février, 15 mai, 1^{er} septembre 2025,

- FRASS issus de l'usine d'INNOVAFEED : les 18 juillet et 1^{er} septembre 2025.

Par courriel du 19 septembre 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection un courrier d'agrément provisoire de la DDPP 80 pour la réception de FRASS de catégorie 2 issus de l'usine d'YNSECT. L'inspection note que ce courrier est daté du 6 mars 2023 et concerne une période probatoire de 3 mois. L'exploitant a également transmis un accord écrit de la DDPP 80 daté du 23 juin 2025 pour la réalisation d'un test sur des FRASS issus de l'usine d'INNOVAFEED.

Il précise qu'il est probable que l'admission de ce type de déchets s'arrête à l'avenir.

L'inspection rappelle que le périmètre des agréments sanitaires et dérogations délivrés par la DDPP se limite à la réglementation sanitaire relative aux sous-produits animaux et produits dérivés (SPAN et PrD), en particulier aux dispositions du règlement CE n°1069/2009 du 21 octobre 2009.

Non-conformité : Conformément à la réglementation relative aux ICPE (installations classées pour la protection de l'environnement), et en particulier à l'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral du 31 août 2021, l'admission de sous-produits de catégorie 2 est interdite sur l'installation.

Par ailleurs, dans le registre déchets provenant de ces usines sont codifiés :

- soit 02 03 04 (déchets provenant de la préparation et de la transformation des fruits, des légumes, des céréales, des huiles alimentaires, du cacao, du café, du thé et du tabac, de la production de conserves, de la production de levures et d'extraits de levures, de la préparation et de la fermentation de mélasses, matières impropres à la consommation),
- soit 02 07 04 (déchets provenant de la production de boissons alcooliques et non alcooliques sauf café, thé et cacao, matières impropres à la consommation)
- soit sans code déchet.

Non-conformité : Il convient d'utiliser un code déchet approprié, et le cas échéant de porter à la connaissance du préfet la demande d'ajout de nouveaux codes déchets entrants.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective : L'exploitant complètera son registre des déchets entrants afin d'y faire apparaître les codes déchets pertinents pour l'ensemble des réceptions effectuées.

Demande d'action corrective : S'il souhaite accepter des FRASS (SPAN de catégorie 2) sur son installation, l'exploitant portera à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation, une demande de modification des déchets interdits. Il justifiera notamment du respect des dispositions 52-1 à 52-8 de l'arrêté ministériel du 10/11/09.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Bilan environnemental annuel (GEREP)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/08/2021, article 10.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité

Prescription contrôlée :

L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 1er avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente :

- des utilisations d'eau ; le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées ;
- de la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement.

L'exploitant transmet dans le même délai par voie électronique à l'inspection des installations classées une copie de cette déclaration suivant un format fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées.

Constats :

Préalablement à la visite, l'inspection a consulté la déclaration GEREP de l'exploitant pour l'année 2024. Celle-ci indique notamment les flux de déchets sortants suivants :

- 28 939 t de déchets codifiés 19 12 10 « déchets combustibles (combustible issu de déchets) »,
- 4 457 t de déchets codifiés 20 03 01 « déchets municipaux en mélange »,
- 3 717 t de déchets codifiés 19 12 09 « minéraux (par exemple sable, cailloux) ».

L'exploitant indique dans sa déclaration GEREPE que ces trois flux ont été expédiés sur l'installation SECODE à Boves avec un code de traitement R3.

Le code de traitement R3, défini à l'annexe II de la directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008, correspond à une opération de « *Recyclage ou récupération des substances organiques qui ne sont pas utilisées comme solvants (y compris les opérations de compostage et autres transformations biologiques)* ».

Lors de la visite, l'exploitant précise que :

- Les déchets codifiés 19 12 10 correspondent à :
* des refus combustibles issu de l'installation de tri de la FFOM (fraction fermentescible des ordures ménagères), * des pressats séchés du digestat issu de la filière OMR (ordures ménagères résiduelles), correspondant à sa fraction non valorisable en compostage, * des emballages issus du déconditionnement des biodéchets.

Ces déchets ont été expédiés pour enfouissement sur l'ISDND de SECODE en l'absence de filière de valorisation énergétique en capacité à absorber ces flux.

Du fait de l'augmentation de capacité récente de l'UVE (unité de valorisation énergétique) de Villers-Saint-Paul, ces déchets sont désormais expédiés sur cette installation.

L'exploitant prévoyait initialement d'élaborer du CSR (combustible solide de récupération) à partir de ces flux, mais en l'absence d'exutoire, la ligne dédiée aux CSR n'a pas été mise en service.

- Les déchets codifiés 20 03 01 correspondent à des OMR ayant fait l'objet d'opérations de délestage vers l'ISDND de SECODE, du fait d'une saturation de la capacité de traitement de la ligne ou à des problèmes techniques sur le site. Ils sont désormais expédiés vers l'UVE de Villers-St-Paul.

- Les déchets codifiés 19 12 09 sont des fractions minérales issues de l'installation de tri de la FFOM, expédiées pour enfouissement sur le site de SECODE.

Observation : *L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur la nécessité d'indiquer un code de traitement adapté lors de sa prochaine déclaration GEREPE. En effet, le code R3 ne correspond à aucune des opérations mentionnées.*

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Étanchéité des cuves de matières liquides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article Article 13, II. Alinéas 2 et 3

Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de rétention et pollutions accidentelles

Prescription contrôlée :

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les réservoirs ou récipients contenant des liquides incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Les cuves de matières liquides, notamment celles contenant la pulpe organique, sont munies de jauges de niveau et de limiteurs de remplissage. Ces équipements sont compatibles avec les caractéristiques du produit ou de la matière contenue. Un contrôle visuel de ces jauges de niveau et limiteurs de remplissage est opéré quotidiennement pour s'assurer de leur bon fonctionnement.

Constats :

Constats

Les biodéchets solides sont chargés depuis la fosse principale de 200 m³ dans la trémie du déconditionneur. Suite à l'opération de déconditionnement, la pulpe organique est déversée dans un réservoir tampon de 2 m³ situé sous le déconditionneur. Celle-ci est ensuite acheminée via une canalisation jusqu'à deux cuves de dilution d'un volume unitaire de 56 m³. L'exploitant dispose également d'une cuve enterrée de 42 m³ permettant l'entreposage des biodéchets liquides. Ceux-ci ne transitent pas par le déconditionneur et rejoignent directement les cuves de dilution.

Les biodéchets mélangés rejoignent ensuite trois cuves d'hygiénisation d'un volume unitaire de 12 m³, puis transitent vers deux cuves tampon d'un volume unitaire de 70 m³, avant de rejoindre le digesteur. Les volumes indiqués pour ces cuves sont ceux reportés dans le porter-à-connaissance relatif à ces installations.

En complément des prescriptions de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 2 mars 2023 reprises ci-dessus, l'article 9.2 de l'arrêté préfectoral du 31 août 2021 indique : « *L'exploitant procède ou fait procéder à une inspection visuelle annuelle des cuves et réservoirs* ».

Non-conformité : L'exploitant indique ne pas avoir mis en place de contrôles d'étanchéité des cuves et réservoirs depuis la mise en service de l'installation de déconditionnement et de méthanisation des biodéchets. Par ailleurs, l'inspecteur constate un écoulement important de pulpe organique depuis la base du capot de la vis sans fin acheminant des emballages souillés vers leur benne d'entreposage.

Les cuves de matières liquides sont équipées de capteurs de niveau transmettant les informations à un logiciel centralisé de gestion automatisée du processus de déconditionnement et de méthanisation.

En particulier, si le niveau haut configuré pour le réservoir de pulpe organique situé sous le déconditionneur est atteint, le déconditionneur est arrêté automatiquement. De même, si le niveau haut configuré pour le réservoir de biodéchets liquides est atteint, les pompes de

niveau haut configuré pour le réservoir de biodéchets liquides est atteint, les pompes de remplissage de ce réservoir sont automatiquement arrêtées.

Un opérateur est chargé des opérations de déconditionnement de biodéchets et dispose d'une surveillance en continu des différents niveaux de remplissage des cuves via ce logiciel. Le dépotage de biodéchets liquides n'est possible qu'après déverrouillage de la trappe d'admission par l'opérateur. L'exploitant indique qu'en cas de saturation de la cuve enterrée de biodéchets liquides, celui-ci refuse l'admission de nouveaux entrants liquides.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective : L'exploitant mettra en place des contrôles d'étanchéité conformément à la réglementation applicable à son installation. Il précisera l'organisation mise en place pour respecter cette exigence et transmettra à l'inspection les résultats des premiers contrôles effectués. En particulier, il mettra en œuvre les actions nécessaires afin d'éviter tout écoulement de pulpe organique depuis le capot de la vis sans fin.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Confinement des eaux et écoulements en cas de sinistre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article Article 13, V.

Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de rétention et pollutions accidentelles

Prescription contrôlée :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, et pour qu'ils soient récupérés ou traités afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux bâtiments. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante.

L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ;
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part

<p>- du volume d'eau lié aux intempéries, à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement, lorsque le confinement est externe.</p> <p>L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Des volumes de rétention sont mis en place sous les cuves aériennes d'hygiénisation, de dilution et de tamponnement.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant ne dispose pas des informations relatives aux volumes de ces rétentions, ni à leurs modalités d'obturation.</p> <p>Il indique qu'en cas de remplissage des rétentions, une opération d'hydrocurage peut être effectuée. Des puisards permettent également une évacuation des liquides vers la cuve d'entreposage des biodéchets liquides. Les liquides déversés dans le bâtiment de déconditionnement des biodéchets sont également canalisés vers la cuve d'entreposage des biodéchets liquides.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande de justificatif : l'exploitant justifiera du bon dimensionnement des rétentions mises en place et du respect des dispositions d'obturation prévue par la réglementation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Traitement par lot et inspections visuelles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article Article 15</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Nature des déchets entrants</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ne sont admis dans l'installation que les biodéchets dont la valorisation nécessite un déconditionnement, à l'exclusion :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des déchets dangereux au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - des sous-produits animaux de catégorie 1 tels que définis à l'article 8 du règlement (CE) n° 1069/2009 du 21 octobre 2009 précité ; - des déchets contenant un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection ; - des déchets d'activité de soins à risques infectieux et assimilés, même après prétraitement par désinfection. <p>Les déchets conditionnés dans des emballages en verre peuvent être admis mais doivent être traités par lots, sans être mélangés à d'autres flux de déchets.</p> <p>Les biodéchets non emballés peuvent être introduits dans le procédé de déconditionnement. Toutefois, ils doivent être traités par lots sans être mélangés avec des flux de biodéchets emballés.</p>

Le retour de pulpe en tête de traitement n'est autorisé qu'au sein d'un même lot, sous réserve que l'opération ait pour effet d'améliorer la qualité agronomique de la pulpe.

Tout mélange de déchets dans le seul but de diluer les polluants ou impuretés est interdit.

Une inspection visuelle est menée sur chaque chargement de déchets arrivant sur le site de l'installation. Les déchets ne respectant pas les critères mentionnés dans le présent article sont retournés à leur expéditeur ou envoyés vers une installation autorisée à les gérer. Une zone est prévue pour leur entreposage avant expédition.

Une inspection visuelle est également menée avant le déconditionnement. Les déchets autres que ceux autorisés présents accidentellement sont retirés avant le déconditionnement et gérés comme refus de déconditionnement.

Constats :

L'exploitant présente le document de son système de management de la qualité intitulé « Fiche de contrôle des déchets », qui reprend notamment les déchets interdits mentionnés à l'article 15 de l'arrêté ministériel.

Ce document précise également que tout déchet n'étant pas un biodéchet est interdit, notamment : les pneus, containers, jantes, grosses ferrailles, batteries, plaques de plâtre. L'exploitant indique lors de la visite que les biodéchets dans des emballages en verre sont également interdits du fait des problématiques d'encrassement de l'échangeur thermique générées par leur traitement, et que les grandes bâches sont également refusées car elles peuvent entraîner un blocage du déconditionneur.

L'opérateur rencontré lors de la visite mentionne les emballages en verre et les palettes comme principaux indésirables.

La présentation des activités du site, transmise à l'inspection par courriel du 10 septembre 2025, mentionne également les déchets suivants en tant qu'indésirables : coquillages, tuyaux, OMR, cerclage plastique type feuillard, emballage vides s'ils représentent plus de 10 % de l'apport.

Observation : aucune consigne spécifique liée aux déchets interdits ni liste d'indésirables devant faire l'objet d'un refus de déchargement ne sont affichées au niveau du poste de l'opérateur.

L'exploitant indique que l'opération de déchargement se fait sous la supervision d'un opérateur :

- Lorsque le transporteur se présente pour effectuer un déchargement de biodéchets, il a l'obligation d'appeler l'opérateur afin que ce dernier ouvre la porte du bâtiment de déconditionnement où se situe la fosse accueillant les biodéchets solides, ou déverrouille la trappe permettant le dépotage des biodéchets liquides. Lors de la visite, l'inspecteur constate que les portes permettant le déchargement des camions sont bien fermées en dehors des opérations de déchargement. De plus, il constate que l'opérateur est bien sollicité par un transporteur pour le dépotage de biodéchets liquides.

- Lorsque le camion se présente devant la fosse pour décharger les biodéchets, l'opérateur peut interdire le déchargement en cas de constat d'anomalie. L'inspecteur constate qu'il dispose depuis son poste d'un contact visuel sur la zone de déchargement.

- En cas de non-conformité du contenu, un document est remis au transporteur pour en attester, et celui-ci peut être redirigé vers la zone de déchargement des OMR si les déchets sont compatibles avec les critères d'admission de la ligne de méthanisation correspondante.

- En cas de détection d'un déchet indésirable dans la fosse, celui-ci est sorti, dans la mesure du possible, à l'aide du grappin afin d'être réorienté vers une filière adaptée.

Observation : L'état de propreté de la vitre située au niveau du poste de l'opérateur rend difficile une surveillance efficace du contenu des camions et de la fosse.

L'inspecteur constate que des biodéchets non emballés sont reçus lors de la visite et déchargés dans des caisses-palettes. L'exploitant indique que leur contenu est par la suite déversé dans la fosse dédiée aux biodéchets solides. Les biodéchets non emballés ne sont donc pas traités par lots dans le procédé de déconditionnement.

L'exploitant indique qu'un traitement par lots de ce flux est incompatible avec la conception de son installation, antérieure à la publication de l'arrêté ministériel. Il indique par ailleurs que les biodéchets non emballés doivent faire l'objet d'une hygiénisation, donc être mélangés in fine avec la pulpe organique issue des biodéchets conditionnés et avec les biodéchets liquides. Le mélange de ces biodéchets liquéfiés alimente ensuite le digesteur. Il indique ainsi qu'un déconditionnement par lots ne présenterait pas de bénéfice environnemental compte-tenu de la conception de son installation et de la destination de la pulpe organique.

L'exploitant précise avoir transmis à la préfecture un courrier de déclaration d'antériorité daté du 20 février 2024 incluant une demande de dérogation sur ce point.

Compte-tenu du fait que ce sujet a fait l'objet d'une demande dérogation en cours d'instruction, il n'est pas proposé de suites administratives à ce stade.

Aucun retour de pulpe organique en tête de déconditionnement n'est effectué.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Teneurs maximales en inertes et impuretés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article Article 26

Thème(s) : Actions nationales 2025, Qualité de traitement et valorisation

Prescription contrôlée :

Les pulpes organiques respectent les teneurs maximales en inertes et impuretés suivantes :

Inertes et impuretés = Teneurs maximales

Plastique > 2 mm = 3 (g/kg de matière sèche)

Verre > 2 mm = 3 (g/kg de matière sèche)

Métaux > 2 mm = 3 (g/kg de matière sèche)

Plastique + verre + métaux > 2 mm = 5 (g/kg de matière sèche)

La norme d'analyse utilisée doit être fiable et reproductible. Les méthodes publiées par le comité européen de normalisation sont présumées répondre à ces deux exigences.

L'exploitant organise à fréquence trimestrielle au minimum, ou lors de toute modification notable d'approvisionnement en matières entrantes, une analyse des pulpes organiques selon un protocole d'échantillonnage destiné à assurer une bonne représentativité de la mesure, dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Lorsque les pulpes organiques sont issues d'un déconditionnement par lots en application des dispositions de l'article 15 du présent arrêté, les dispositions du présent article doivent être respectées avant tout mélange en vue de leur valorisation organique.

En cas de non-conformité, l'exploitant en identifie les causes et met en place des mesures correctives adaptées.

Une nouvelle analyse est alors réalisée sur le premier lot de production suivant la remise en

<p>service des équipements de déconditionnement.</p> <p>Un bilan des non-conformités et des quantités correspondantes est joint au compte-rendu d'analyse.</p> <p>Ces compte-rendus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique ne pas avoir mis en place d'analyse des teneurs maximales en inertes et impuretés dans la pulpe organique.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande d'action corrective : L'exploitant établira un protocole d'analyse de la pulpe organique obtenue à l'issue des opérations de déconditionnement lui permettant de justifier a minima des exigences réglementaires relatives aux teneurs maximales en inertes et impuretés. Il transmettra à l'inspection les premiers résultats de ces analyses.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>